

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/La-penurie-a-cause-des-privatisations-pointe-en-Argentine>

La pénurie à cause des privatisations pointe en Argentine

- Argentine - Économie - Privatisées -

Date de mise en ligne : lundi 5 avril 2004

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Por Benito Pérez

Mercredi 31 Mars 2004

ÉLECTRICITÉ - Le gouvernement regrette les privatisations et accuse les multinationales.

La pénurie d'électricité pointe en Argentine. Le gouvernement a ordonné hier à son organisme de gestion du réseau de réduire la tension de 220 volts à 209. Le spectre de coupures généralisées ne s'est pas éloigné pour autant à quelques mois de l'hiver austral. Le président Nestor Kirchner, qui accuse les multinationales des hydrocarbures d'être à l'origine de cette crise, a toutefois reçu la promesse d'une aide urgente du Venezuela. Pour aiguë qu'elle soit - des coupures sporadiques sont déjà signalées - la crise énergétique argentine ne date pas d'hier. Le géant latino-américain souffre depuis quelques années d'une stagnation de sa production de gaz naturel. Or, plus de la moitié de l'électricité argentine est d'origine gazière.

Masquée durant les années de contraction économique, la crise est réapparue sous l'effet d'une croissance retrouvée (+8,7% en 2003), qui a fait exploser la consommation énergétique. La sécheresse qui sévit actuellement n'a rien arrangé, réduisant la production hydroélectrique.

Conflit ouvert

Jeudi dernier, le chef de l'Etat a mis la responsabilité de la pénurie sur le compte des entreprises gazières. « Tandis qu'ils ont gagné des milliards de dollars, les producteurs de gaz n'ont plus rien investi depuis 1996 », a-t-il critiqué. « Nous sommes en train de payer le prix du renoncement à tous les contrôles », a-t-il encore regretté, en référence aux déréglementations et privatisations du secteur énergétique menées durant les années 1990 par le Gouvernement de Carlos Menem.

L'Etat et les entreprises de la branche sont en conflit ouvert depuis maintenant deux ans, les autorités argentines refusant une hausse des tarifs. Une opposition réitérée la semaine dernière.

Selon les milieux d'affaires, les multinationales qui dominent le marché argentin, comme YPF - l'ex-entreprise d'Etat vendue à l'espagnole Repsol - ou Total, n'entendent plus investir dans la recherche de nouveaux gisements, car une part de leur production est vendue localement en pesos, à des prix inférieurs à ceux pratiqués au niveau mondial.

La critique est rejetée par l'ombudsman Eduardo Mondino, qui a rejoint les déclarations présidentielles, estimant que cette crise résulte « des décisions prises par les sociétés pétrolières à la fin des années 1990 en pleine crise économique » alors que les capitaux étrangers fuyaient le pays...

Exportaciones réduites

Pour faire face à la pénurie, Buenos Aires a décidé la semaine dernière de restreindre ses exportations de gaz. Un décret, paru vendredi au « Bulletin officiel », « suspend l'exportation des excédents de gaz qui pourraient être utiles à l'approvisionnement du marché intérieur ».

Le Chili est le premier visé par cette mesure car près de 40% de son électricité est produite à partir de gaz argentin. Le président Ricardo Lagos a toutefois assuré par avance qu'une défaillance du partenaire argentin serait palliée par l'entrée en service de la centrale hydraulique de Ralco.

La pénurie à cause des privatisations pointe en Argentine

En Argentine même, le gouvernement a appelé la population à économiser le courant et, depuis hier, les entreprises et les particuliers doivent faire face à une baisse de la tension de 220 à 209 volts. Des mesures qui pourraient suffire à très court terme mais qui s'avéreront insuffisantes dès le mois de mai, avec l'arrivée des premiers froids...

Des négociations sont donc menées depuis quelques jours avec la Bolivie et surtout avec le Venezuela d'Hugo Chavez pour obtenir des livraisons urgentes. Hier, le président de la société d'Etat « Petroleos de Venezuela S.A. » (PDVSA), Ariel Rodríguez, et le ministre argentin de la Planification, Julio De Vido, annonçaient avoir trouvé un accord de troc « pétrole contre nourriture ». Les livraisons devraient débuter dans les trente jours.
avec les agences